

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre

Orléans, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXEREAL

Route de Savigny en Septaine

18390 MOULINS SUR YEVRE

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté Route de Savigny en Septaine 18390 MOULINS SUR YEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Cher, un exercice destiné à tester les dispositions du Plan d'Opération Interne (POI) de l'établissement exploité par la société AXEREAL a été réalisé de manière inopinée le 12 juillet 2022, durant les heures ouvrées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- Route de Savigny en Septaine 18390 MOULINS SUR YEVRE
- Code AIOT dans GUN : 0010000017
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société AXEREAL exploite des installations de stockage de céréales, d'engrais solides et liquides et de produits phytosanitaires sous couvert de l'arrêté préfectoral n°2004.1.1067 du 13 septembre 2004, complété par l'arrêté préfectoral n°2006.1.1039 du 4 août 2006 relatif aux mesures de réduction du risque mises en place au niveau des silos, par l'arrêté préfectoral n°2007.1.432 du 16 mai 2007 et par l'arrêté préfectoral n° 2009.1.1517 du 23 septembre 2009. La mise à jour de la situation administrative du site a été actée par le courrier préfectoral du 8 juillet 2022.

Les activités classées à autorisation, au titre de la nomenclature des installations classées, concernent notamment :

- stockage de produits dangereux pour l'environnement (rubriques 4510 et 4511) ;
- stockage d'engrais solides (rubrique 4702) ;
- stockage de céréales (rubrique 2160).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2- Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V	/	Sans objet
3- Moyens en personnels et matériels	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.17	/	Sans objet
4-État des stocks engrais	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4	/	Sans objet
5-Émissions de poussières	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	/	Sans objet
7-Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1- Rédaction d'un POI	Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.17	/	Sans objet
6-Mesures de protection des installations de manutention	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1- Rédaction d'un POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.17
Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale 2022 POI
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'opération interne (POI). Ce plan est transmis à la Direction départementale des services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées. Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La dernière mise à jour du POI date du 15 juin 2022. La précédente version datait du 10 mars 2022 : l'échéance annuelle de mise à jour est respectée. L'exploitant a mis à jour le POI pour intégrer la présence du chapiteau de stockage de semences conditionnées et de la nouvelle réserve souple d'eau incendie de 240 m ³ . La dernière version du POI a été transmise le 28 juin 2022 par mail au SDIS et à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2- Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale 2022 POI
Prescription contrôlée : L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne données, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021. a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ; b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ; c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ; e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ; f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ; j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.
Constats : Le plan d'opération interne ne comprend pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, dans un objectif d'anticipation.
Observations : L'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 liste les données et informations devant figurer dans le POI, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021. La dernière mise à jour du POI de ce site ayant été réalisée le 15 juin 2022, les informations demandées doivent y figurer. Le POI comporte un volet descriptif et un volet opérationnel. Les mesures organisationnelles de mise en œuvre de ce plan d'urgence sont décrites, ainsi que la description des installations, les fiches réflexes pour chaque scénario majeur redouté et les moyens de prévention et de protection. Les prescriptions correspondant aux points a, b, c, d, e et f sont respectées. Par contre, le POI ne contient pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur dans un objectif d'anticipation (point j).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3- Moyens en personnels et matériels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2004, article 3.17
Thème(s) : Risques accidentels, Action régionale 2022 POI
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.
Constats : Les moyens de mise en œuvre du POI n'ont pas tous été utilisés. Les missions n'ont pas toutes été déléguées. Il a été constaté un manque de connaissance du POI, de cohésion d'équipe et d'entraide entre les responsables d'activités, portant préjudice à la bonne mise en œuvre du POI ainsi qu'à une gestion correcte d'un sinistre.
Observations : Le scénario développé lors de l'exercice du 12 juillet 2022 de mise en œuvre du POI est le suivant : feu de chargeuse située devant une case d'engrais contenant de l'engrais ammonitrates 33,5 % avec rupture du réservoir de carburant de l'engin ; aucun blessé. Lors de l'exercice, l'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none"> • le respect du schéma d'alerte en période de pleine exploitation ; • la régulation de la circulation à l'entrée du site ; • le recensement du personnel présent sur site ; • une mauvaise répartition des tâches à effectuer lors de la mise en œuvre du POI (manque de délégation aux autres personnes présentes dont les responsables d'activités) ; • que le portail vers les semences n'a pas été fermé ; • que l'alarme n'a pas été déclenchée au niveau de l'activité céréales ; <ul style="list-style-type: none"> • pas d'essai d'attaque du feu avec les moyens internes de défense incendie, tels que les extincteurs et les RIA ; • que l'alerte vers les autres services est trop longue et pas exhaustive (oubli de l'appel à la SNCF et à la gendarmerie notamment et pas d'envoi de mail à la DREAL ni à la préfecture) ; <ul style="list-style-type: none"> • que l'évacuation générale a été trop longue, un prestataire extérieur poursuit son travail pendant 20 minutes ; • que le DOI ne s'est pas replié vers la salle POI ; c'est l'inspection qui a signalé au DOI, au bout de 15 minutes, qu'il devait s'y rendre ; • une méconnaissance des procédures du POI et des outils à leur disposition (notamment la présence dans une armoire d'un ordinateur dédié, la fiche FR10 et les outils pages 24 et 25 du POI n'ont pas été utilisés) ; • les renseignements aux pompiers sur les dangers de toxicité et d'explosion ont tardé à être communiqués ; • que l'exploitant n'a pas proposé au SDIS d'utiliser les masques respiratoires ni les tests Dräger (il est mentionné dans le volet opérationnel du POI - § 2.3 Moyens mis à disposition des services de secours : « Des tests Dräger sont disponibles en salle POI afin d'effectuer des premiers relevés en cas de sinistre sur l'engrais. Ils permettent de confirmer ou non la présence de NO2. Des masques respiratoires avec des cartouches compatibles avec le risque NO2 sont également disponibles en salle POI. »). Le DOI (responsable appro) a une connaissance insuffisante du site, du POI et de la conduite à tenir dans le cadre du scénario de cet exercice. De plus, il est proposé à l'exploitant d'optimiser l'organisation de l'alerte lors du déclenchement du POI pour être plus rapide et efficace en mettant en place les actions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • ajout du numéro de téléphone de la salle POI sur les documents transmis aux services (fiches déclenchement du POI, fin de déclenchement du POI, demande d'activation du PPI) ; • ajout dans le POI de donner le plan ETARE aux pompiers dès leur arrivée ; • remplacement du plan du site grand format plastifié dans la salle PC (l'encre du plan présent est trop pâle et le plan n'est plus à jour) ; • sur le plan susmentionné, il serait opportun que l'exploitant localise l'accident avant l'arrivée du SDIS dans un but de gain de temps ; • l'exploitant doit vérifier si, en cas de coupure volontaire d'énergie, le groupe électrogène prend le relais, et si oui, préciser pour quelles installations. Cette information est à indiquer dans le POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4-État des stocks engrais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Enregistrement de suivi en continu des engrais
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des engrais stockés et des flux. Cet état, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, permet de fournir sur sa demande pour un produit présent à un moment donné : immédiatement les caractéristiques des engrais stockés sur le site (fournisseur, type d'engrais), les dates d'arrivée, les quantités présentes et leur emplacement précis sur le site.
Constats : L'état des stocks engrais n'est pas tenu à jour.
Observations : L'inspection a demandé l'état des stocks engrais. Il a été fourni informatiquement ainsi que sur un plan de stockage avec représentation des cases. L'état des stocks communiqué ne correspond pas au stock réel : l'exploitant a indiqué que la case 3 contenait 31,72 tonnes d'engrais de type ammonitrates 33,5. Or, lors de la visite du site, il a été constaté que ce tas d'engrais était dans la case 5 et que la case 3 était vide.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5-Émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage des installations de stockage de céréales
Prescription contrôlée : Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.
Constats : Le silo 9 n'est pas débarrassé, à une fréquence suffisante, des poussières recouvrant notamment les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces difficilement accessibles susceptibles d'en accumuler.
Observations : L'inspection a constaté la présence de témoins d'empoussièrement (croix marquée à la peinture blanche au sol) à chaque étage de la tour de manutention du silo 8. Une consigne de nettoyage est établie (version du 2/08/2012, référence CE 101). Selon cette consigne, le nettoyage doit être réalisé « aussi souvent que possible ou nécessaire ». Il « doit être immédiat dès que le témoin d'empoussièrement disparaît sous la poussière », et, a minima, trimestriel. Le responsable de site a précisé que la fréquence de surveillance est hebdomadaire. Les opérations de nettoyage sont réalisées à l'aide d'une centrale d'aspiration. Conformément à la consigne CE 101, l'exploitant a indiqué que le balai est utilisé de manière exceptionnelle. Seuls les silos 8 et 9 ont été visités. Aucune accumulation de poussière n'a été observée dans le silo 8. Concernant le silo 9, il a été observé une présence de poussière recouvrant les parties inaccessibles de la charpente, les parties supérieures des équipements ou appareils, des chemins de câbles et des gaines.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6-Mesures de protection des installations de manutention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de stockage de céréales
Prescription contrôlée : Les transporteurs à bandes sont équipés de contrôleur de déport de bande.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Les installations de manutention sont commandées par un logiciel de supervision. L'inspection a vérifié le bon fonctionnement d'un contrôleur de déport de bande du transporteur à bande TB5 situé dans le silo 9. Suite à la simulation d'un dysfonctionnement par actionnement manuel du détecteur de déport de l'équipement de manutention, le transporteur s'est arrêté rapidement. Le test est concluant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 7-Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Chapiteau approvisionnement
Prescription contrôlée : Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.
Constats : Des palettes bois sont accolées au chapiteau de stockage de produits de l'agro-fourriture et de semences conditionnées.
Observations : Le 12 juillet 2022, des palettes étaient stockées contre la paroi du chapiteau nommé "approvisionnement", servant au stockage de produits de l'agro-fourriture et de semences conditionnées. Pour rappel, lors de l'inspection du 9 juin 2022, l'inspection a constaté que ce chapiteau n'est pas équipé d'un système de détection automatique d'incendie, contrairement à la prescription du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (proposition de mise en demeure en phase de procédure contradictoire au moment de la signature de ce rapport).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet